

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 47 (1955)
Heft: 3

Artikel: Redressement économique en Europe occidentale
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384898>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

compenser illicitemen — quitte à prolonger la durée du travail à l'excès pendant plusieurs semaines — à seule fin de multiplier les jours de congé ou d'allonger les vacances. Il y a même des femmes qui voudraient travailler la nuit pour en être dispensées le samedi. Si les ouvriers et les ouvrières en question estiment avoir trop peu de congés ou des vacances trop brèves, qu'ils tentent d'en obtenir davantage par la conclusion de contrats collectifs de travail, mais surtout pas en affichant un injustifiable mépris à l'égard d'une loi destinée à les protéger. En procédant comme ils le font, ils sapent inconsidérément une œuvre législative indispensable que leurs aînés ont mis trois quarts de siècle à édifier péniblement.

Redressement économique en Europe occidentale

Accroissement très marqué de la production industrielle

L'étude sur la situation économique publiée le 10 mars à Genève par la Commission économique pour l'Europe signale qu'en 1954 la production industrielle a sensiblement augmenté dans presque tous les pays d'Europe occidentale. Pour le groupe tout entier, cet accroissement a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1954, une moyenne pondérée d'environ 8% par rapport à la période correspondante de 1953. Ce résultat est comparable à celui de 1951, où la production industrielle de l'Europe occidentale avait marqué des progrès notables.

Le taux moyen d'accroissement résulte, d'après les auteurs de l'étude, de mouvements divers dans les principales branches de l'industrie manufacturière. Dans l'industrie textile, l'accroissement de la production est resté très inférieur au taux moyen, conformément à la tendance à long terme de cette industrie. En revanche, dans l'industrie chimique, la production a augmenté de façon particulièrement sensible, soit de 15% environ, là encore conformément à une tendance qui se dessinait depuis plusieurs années déjà. Dans les pays de l'Europe occidentale, un accroissement important du volume du commerce extérieur a accompagné et, jusqu'à un certain point, conditionné l'expansion de l'activité industrielle.

Développement parallèle du commerce extérieur

Il ressort de l'un des tableaux de l'étude que, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, le volume des exportations a augmenté de 10 à 25%. C'est dans les échanges entre les pays du groupe que l'accroissement a été le plus accusé, mais les exportations vers les pays extra-européens ont également augmenté et, comme les recettes

exceptionnelles en dollars provenant des dépenses militaires des Etats-Unis et de l'aide accordée au titre de la défense n'ont pas varié, le fléchissement des exportations vers les Etats-Unis a pu être supporté sans que l'équilibre de la balance des payements fût menacé. Deux pays seulement, le Danemark et la Turquie ont vu, en 1954, diminuer leurs disponibilités en devises étrangères dans des proportions inquiétantes.

Main-d'œuvre

Le redressement s'est traduit de façon fort nette par une diminution du nombre des chômeurs inscrits et par une augmentation souvent très prononcée du nombre des emplois vacants non pourvus. Du fait du nouvel accroissement de l'emploi en 1954, le problème de la *pénurie de main-d'œuvre se pose maintenant avec acuité*, non seulement dans les pays où les conditions de plein emploi existaient en fait depuis plusieurs années et où le chômage est maintenant tombé à un niveau extrêmement bas, mais aussi en Autriche, en Allemagne occidentale et, jusqu'à un certain point, en Belgique.

Investissement industriel

De plusieurs pays parviennent des informations suivant lesquelles l'investissement industriel est de plus en plus orienté vers la rationalisation plutôt que vers l'accroissement de la capacité d'emploi. D'après les membres du secrétariat de la C. E. E., il faut sans doute voir là le signe à la fois d'une concurrence accrue sur les marchés étrangers à la suite de la libération des échanges et d'une pénurie aiguë ou imminente de main-d'œuvre industrielle; si l'on veut que la production industrielle poursuive sa progression à un rythme satisfaisant, il faudra s'attacher davantage à appliquer une politique du travail qui ait pour effet d'augmenter la main-d'œuvre.

La récession de 1952/1953 dans l'industrie mécanique

L'analyse des renseignements fragmentaires dont on dispose sur les industries mécaniques amène à conclure que la contraction de la demande des produits de ces industries, provoquée par le fléchissement de l'investissement privé en 1952/1953, constituait une réaction après la période antérieure d'expansion au cours de laquelle la tendance générale avait été de hâter l'exécution des plans économiques. En 1951, placés devant la perspective d'une hausse des prix et d'un allongement des délais de livraison, les industriels ont été portés à commander sur-le-champ des machines et de l'équipement; aussi n'est-il pas surprenant qu'en 1952/1953 le marché ait donné des signes de saturation. En dehors de cette explication très géné-

rale, on peut évidemment invoquer aussi les effets de la politique monétaire plus rigoureuse que divers pays adoptèrent en 1951 afin de combattre l'inflation et de protéger leur balance des paiements. Les statistiques citées dans la dernière étude semblent confirmer que, dans plusieurs pays, la récession survenue en 1952 dans la production des industries mécaniques était imputable jusqu'à un certain point à un facteur particulier: les ventes considérablement accrues de l'Allemagne occidentale sur les marchés européens.

Biens de consommation durables

Un des aspects frappants de la reprise économique actuelle en Europe occidentale réside dans la forte augmentation des ventes de biens de consommation durables. L'industrie automobile de cette région s'est développée et son supplément de production était pour une bonne part destiné aux marchés européens. Venant s'ajouter à cet accroissement des ventes de voitures, les ventes d'objets d'ameublement, d'appareils électriques et autre matériel ménager ont, elles aussi, augmenté, si bien que le commerce de détail a dû faire face à une véritable vague d'achats. Un grand nombre de ces opérations résultant de l'accroissement de la demande ont été financées grâce au crédit à la consommation et, dans certains pays, les pouvoirs publics sont intervenus pour encourager cette forme de crédit et en réduire le coût.

Accroissement de la demande

En ce qui concerne la demande, le facteur principal de cette expansion persistante des ventes de biens de consommation durables est l'accroissement du revenu réel moyen. Puisque les besoins essentiels en denrées alimentaires et en articles d'habillement sont aujourd'hui assez bien satisfaits — compte tenu de la répartition actuelle des revenus — une bonne part des revenus supplémentaires est désormais affectée à l'achat de biens de consommation durables. En même temps, la fabrication de produits nouveaux et l'expansion de la capacité de production de l'industrie ont permis de faire face à la demande.

Conséquences pour l'avenir

Si l'habitude de l'achat à crédit se répand davantage, les pays de l'Europe occidentale disposeront d'un instrument potentiellement très efficace de la politique anticyclique qui leur permettra d'agir sur la masse totale de l'épargne privée. Il convient de noter que la production de biens de consommation durables a pu connaître cet essor sans que les pays sous-développés aient eu à fournir aux pays producteurs beaucoup plus de matières premières qu'auparavant.

Il y a là, semble-t-il, un nouvel indice présageant qu'à long terme l'évolution de la demande en Europe et aux Etats-Unis — qui s'oriente vers les biens durables et les services — finira par rendre les pays riches du groupe moins tributaires des importations dont les pays les plus pauvres sont les fournisseurs. On peut se demander s'il aurait été possible d'éviter ou d'atténuer les fluctuations de la production dans telle ou telle branche de l'activité industrielle, comme les textiles ou la sidérurgie. Sur ce point, les auteurs de l'étude inclinent à croire que la publication d'un plus grand nombre de renseignements sur les stocks et les commandes aux différents stades de la production et de la distribution aurait pu contribuer à éviter des fluctuations excessives.

Le rôle de l'industrie du bâtiment

Le rôle que l'industrie du bâtiment joue dans la conjoncture semble se modifier fortement. Autrefois, cette industrie était particulièrement sensible aux fluctuations économiques et notamment aux variations du taux d'intérêt. Ces dernières années, au contraire, la construction des logements est devenue un important facteur d'équilibre économique. Les nécessités de la politique de plein emploi s'accordent ici avec les nouvelles tendances de la politique sociale, de plus en plus soucieuse aujourd'hui d'améliorer les conditions générales du logement et cela même dans les pays où la guerre n'a pas provoqué de grosses destructions d'immeubles. En fait, le nombre des nouveaux logements construits est devenu presque partout l'un des signes principaux auxquels se réfèrent la population et les pouvoirs publics pour mesurer le succès ou l'insuccès d'une politique économique.

De l'avis des membres du secrétariat de la C. E. E., lorsqu'il n'y aura plus de pénurie grave des logements — ce qui ne semble pas devoir se produire très prochainement — les pouvoirs publics ne cesseront sans doute pas, pour autant, dans la plupart des pays, d'exercer un contrôle plus ou moins direct sur le rythme de la construction des habitations et ce secteur restera donc bien protégé contre les fluctuations économiques à court terme. S'il en est ainsi, les gouvernements disposeront là d'un moyen efficace pour neutraliser les variations capricieuses de l'investissement privé dans l'industrie. Comme il a fallu, pendant près de vingt ans, négliger la lutte contre les taudis, ce n'est certes pas la difficulté de trouver un emploi utile pour les capitaux d'investissement qui pourra gêner l'application de cette politique.

Actions et réactions entre l'industrie et l'agriculture

Examinant l'action réciproque de l'agriculture et de l'industrie, l'étude relève que, dans les pays industrialisés du nord-ouest et du

centre de l'Europe, l'essentiel est de savoir si l'expansion dans le secteur urbain est assez importante pour assurer un écoulement régulier de la production agricole (en stimulant ainsi le développement de cette production) et pour absorber la main-d'œuvre venant de l'agriculture au rythme que rend souhaitable la nécessité d'améliorer la technique agricole.

Problèmes que pose l'agriculture

Pour les pays méridionaux, en revanche, il faut se demander si la production agricole est suffisante pour assurer des débouchés ruraux à un volume accru de produits industriels et pour éviter que l'expansion industrielle ne soit entravée par des difficultés de payement. Il y a en outre la question très importante de l'effet exercé sur la balance des payements par la demande, dans les autres pays d'Europe, de produits qui constituent les exportations traditionnelles de l'Europe méridionale. C'est là surtout une dépendance à sens unique, car la prospérité de l'Europe méridionale n'a qu'une importance marginale pour les exportations des autres pays d'Europe.

Après avoir étudié la situation de la production et de la consommation de denrées agricoles, les auteurs de l'étude concluent que l'aspect véritablement grave de la tendance à la surproduction agricole en Europe occidentale ne réside pas dans les effets qu'elle exerce sur les pays traditionnellement exportateurs, mais dans ses effets sur les pays excédentaires eux-mêmes. Ils ajoutent que, lorsque la production agricole est portée constamment à buter contre un plafond qui ne cède que lentement, avec l'accroissement de la population et du revenu réel, il y a un danger de ralentissement du progrès de l'agriculture. Il semble que tel ait déjà été le cas de la production de viande de bœuf dans un certain nombre de pays de l'Europe occidentale, à la suite du fléchissement des prix en 1953.

La solution à court terme, qui consiste à exporter les excédents à l'aide de subventions, ne peut guère empêcher le freinage du progrès agricole, car on ne sait jamais quel volume d'excédents l'Etat sera disposé à acheter. La solution à long terme consiste évidemment à modifier la nature des programmes de développement agricole, qui visent actuellement à accroître le rendement à l'hectare, pour essayer systématiquement d'augmenter le rendement par travailleur au moyen d'une réduction constante de la main-d'œuvre agricole.

Il est encourageant de constater que le transfert d'ouvriers agricoles vers des emplois non agricoles, qui s'était ralenti en 1953, a repris en 1954, probablement en raison de l'accroissement général de l'activité industrielle cette année-là. Si le plein emploi dans les

secteurs urbains n'est pas une condition suffisante, c'est certainement une condition nécessaire de la rationalisation de l'agriculture. Réciproquement, le transfert de main-d'œuvre est une des conditions du maintien de l'expansion de l'emploi dans l'industrie, tout particulièrement dans les pays dont le développement industriel est récemment parvenu à proximité du niveau à partir duquel tout nouveau progrès est limité par la pénurie de main-d'œuvre. La Suède, l'Allemagne occidentale et l'Autriche en sont des exemples.

Quant aux pays de l'Europe méridionale, bien qu'ils suffisent à peu près à leurs besoins en produits alimentaires d'origine animale et qu'ils soient parfois exportateurs nets de ces produits, ils sont loin d'en être au stade où la surabondance de l'offre pourrait poser un problème de structure. Ils se trouvent devant le problème inverse: le développement industriel dépend d'une expansion suffisante de la production agricole pour la consommation intérieure ou pour les exportations.

Commerce extérieur

Au cours des trois premiers trimestres 1954, la valeur des importations des Etats-Unis en provenance de l'Europe occidentale a diminué de 13% par rapport aux trimestres correspondants de 1953, soit plus du double du pourcentage de baisse pour l'ensemble des importations des Etats-Unis. Toutefois, comme l'indique l'un des tableaux de l'étude, cette perte de 223 millions de dollars sur les revenus d'exportation de l'Europe occidentale a été largement compensée par un accroissement de près de 800 millions de dollars de ses exportations vers d'autres pays d'outre-mer. Par rapport aux neuf premiers mois de 1953, les exportations vers ces pays ont augmenté de 11%.

En même temps, un accroissement notable des exportations vers l'Europe orientale élevait leur chiffre d'un tiers, soit de 175 millions de dollars. L'étude précise que cet accroissement était dû principalement à l'augmentation des achats de l'U. R. S. S. Du côté occidental, l'accroissement était plus uniformément réparti, bien qu'on ait enregistré une augmentation particulièrement forte des ventes chez les exportateurs de produits alimentaires, tels que le Danemark et les Pays-Bas.

Il se produisait en même temps un accroissement considérable du volume des échanges entre les pays de l'Europe occidentale depuis le début de l'année 1953. Du premier semestre de 1953 au premier semestre de 1954, ce volume est passé de 112% (par rapport à 1950) à 130%, soit une augmentation de 16% en un an, et, au troisième trimestre de 1954, il a encore augmenté pour atteindre 138% par rapport à 1950. Au cours de la même période, la production industrielle de l'Europe occidentale n'a augmenté que de la moitié envi-

ron de ce pourcentage. Il n'est pas douteux que le développement du commerce entre les pays de l'Europe occidentale soit en partie dû à la libération des échanges.

Sources d'approvisionnement dans la zone dollar et hors de la zone dollar

Traitant de la question de la libération des échanges, l'étude relève que, d'une manière générale la libération des importations payables en dollars a été effectuée de façon à ne pas nuire aux industries nationales. Les disponibilités en produits primaires des régions n'appartenant pas à la zone dollar ont continué à augmenter, si bien que l'Europe occidentale importe moins de denrées alimentaires et de matières premières en provenance de la zone dollar et davantage en provenance d'autres régions. On signale à ce propos l'importance des stocks de blé, de coton et de tabac accumulés dans la zone dollar et détenus principalement par la *U. S. Commodity Credit Corporation*. Maintenant que la libération des échanges devient plus générale et qu'il a été mis fin dans bien des cas aux contrats à long terme, c'est de la volonté des Etats-Unis beaucoup plus que des gouvernements européens que dépend l'évolution de la situation dans un sens ou dans l'autre.

Examinant ensuite les perspectives qui s'offrent pour l'avenir en matière de commerce et de paiements pour l'Europe occidentale, les auteurs de l'étude constatent que, dans son essence, le déficit en dollars subsiste. Si l'Europe occidentale a pu continuer à accumuler de l'or et des devises au cours d'une période qui, en d'autres circonstances, aurait pu connaître une légère pénurie de dollars, c'est évidemment grâce à l'afflux constant d'abondantes recettes extraordinaires en dollars provenant des Etats-Unis. En trois ans à peine, l'Europe occidentale a reçu des Etats-Unis 7800 millions de dollars environ dans le cadre du programme d'aide économique des Etats-Unis, ainsi qu'au titre des dépenses militaires et en paiement des commandes *off shore*. Au cours de cette même période, les achats d'or (chiffre net) de l'Europe occidentale et ses avoirs en dollars accumulés aux Etats-Unis ont été de l'ordre de 3900 millions de dollars.

« Il est donc évident que le déficit en dollars en tant que tel n'a pas disparu. » Les auteurs de l'étude publiée par la Commission économique pour l'Europe déclarent que, s'il n'y avait pas eu ces paiements extraordinaires en dollars, l'Europe occidentale aurait dû faire aux Etats-Unis des versements considérables d'or et de dollars ou procéder à d'autres pénibles ajustements.

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

Nº 4 - Avril 1955

47^{me} année



Après une nouvelle année de prospérité

Par *Max Weber*

La situation de l'économie mondiale

L'événement le plus marquant de l'évolution économique en 1954 a été le fléchissement de l'activité enregistré aux Etats-Unis. Les Américains ont évité, pour des raisons psychologiques, de recourir au maléfique vocable de « crise ». Mais il n'en reste pas moins que l'économie américaine a bel et bien traversé une crise, encore que sa gravité ait été sans comparaison avec celle de l'entre-deux-guerres. La production industrielle a reculé de 10% en moyenne, et dans une proportion plus forte dans le secteur des biens de consommation durables (armoires frigorifiques, appareils de radio et de télévision, automobiles, etc.). Au printemps, le nombre des chômeurs est passé de 2 millions — chiffre très favorable pour les Etats-Unis — à 4 millions ou à 6% de l'ensemble de la population active; et nous ne parlons pas des 2 millions de chômeurs partiels. Le degré d'emploi s'est lentement amélioré au cours de l'été; la production s'est brusquement accélérée vers la fin de l'année, sans cependant atteindre le niveau enregistré en 1953.

Les opinions divergent quant aux causes de cette « recession ». Une version officielle l'attribue à la liquidation de stocks jugés excessifs. Cette explication est insuffisante; en aucun cas, une telle mesure n'aurait pu, à elle seule, entraîner de telles conséquences. Tout simplement, le marché était saturé. L'avenir dira si la capacité de production dépasse ou non, dans certains secteurs, les possibilités de consommation. La reprise notée dans l'industrie automobile au cours des derniers mois est une conséquence du coup de frein donné antérieurement. On craint d'ores et déjà que le marché ne soit pas en mesure d'absorber la production annuelle de fabriques qui ont